

En 1985, la Corée du Sud a enregistré un surplus commercial de 831 \$ millions avec le Canada sur des échanges commerciaux évalués à 2,38 milliards. Environ 85 p. 100 des exportations de la Corée vers le Canada, à commencer par les voitures Hyundai, sont des produits manufacturés qui créent des emplois. Combien de temps encore continuerons-nous à accorder un tarif préférentiel aux produits d'un pays où l'injustice dévalorise les salaires aux dépens des travailleurs canadiens?

Comment pouvons-nous respecter l'engagement que nous avons pris d'envoyer nos athlètes aux Jeux olympiques dans ce pays où l'oppression alimente l'agitation nationale?

Combien de temps encore le gouvernement restera-t-il muet et quand le premier ministre (M. Mulroney) réclamera-t-il qu'on mette fin à la répression en Corée du Sud?

* * *

[Français]

LE 350^E ANNIVERSAIRE DE LA VILLE DE SILLERY

HOMMAGE AUX ORGANISATEURS ET FÉLICITATIONS AUX
SILLEROIS ET SILLEROISES

Mme Suzanne Duplessis (Louis-Hébert): Monsieur le Président, une des plus anciennes villes d'Amérique du Nord fête son 350^e anniversaire durant 10 jours. Il s'agit de Sillery, qui est située dans ma circonscription.

Je tiens à féliciter les organisateurs sous la présidence de M. Jacques Ouellet et du maire, M^{me} Margaret Delisle, ainsi que son équipe du conseil, pour la beauté et la sobriété des fêtes tout en étant riches en événements culturels. Tout concourt à faire connaître aux Canadiens les sites enchanteurs, les événements historiques et surtout l'histoire des gens qui ont fait l'histoire.

Cette ville a été connue mondialement durant les deux siècles derniers pour la construction de navires. Le *crescendo* des fêtes sera sûrement la signature du jumelage avec la petite ville de Sillery en France.

Alors, je tiens à féliciter, au nom du gouvernement canadien, tous les Sillerois et les Silleroises.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, je pense que la population canadienne peut blâmer ce gouvernement conservateur et ce premier ministre de la façon dont ils se comportent dans le conflit au ministère des Postes.

Article 21 du Règlement

Premièrement, c'est ce gouvernement conservateur qui est responsable de l'affrontement et de la grève des Postes que l'on vit présentement par les coupures du ministre des Finances (M. Wilson).

Deuxièmement, il est scandaleux que ce gouvernement et ce premier ministre qui a des connaissances personnelles en matière de relations de travail s'associent à la Société canadienne des Postes, société de la Couronne qui abuse des chômeurs pour leur faire accroire qu'ils vont avoir un emploi à la Société canadienne des postes.

Troisièmement, ce gouvernement est coupable et s'associe à l'affrontement que l'on a sur les lignes de piquetage.

Monsieur le Président, j'invite les députés conservateurs, lesquels, je le sais, en privé, sont en désaccord sur l'attitude du gouvernement, à faire connaître leurs points de vue au premier ministre pour qu'il mette au pas la Société canadienne des postes.

* * *

[Traduction]

LA CONDITION FÉMININE

LES FEMMES BATTUES—LES MAISONS DE REFUGE

M. Lee Clark (Brandon—Souris): Monsieur le Président, une étude menée récemment a révélé qu'environ un million de Canadiennes sont maltraitées psychologiquement et souvent physiquement par leurs maris ou leurs petits amis. Les services pour les femmes battues se sont multipliés au cours des cinq dernières années et pourtant, pour chaque femme qui est accueillie dans une maison de refuge, une autre est refusée.

En outre, les maisons de refuge, y compris celle qui existe dans ma ville, éprouvent des problèmes de financement. Même si les bénévoles des groupements religieux et communautaires ont travaillé dur dans le passé pour fournir de tels services et, à l'origine, sans l'aide financière du gouvernement, le problème a maintenant pris une telle ampleur que tous les paliers de gouvernement doivent veiller en permanence à ce que les maisons de refuge et les services soient disponibles assez uniformément. Pour cette raison, j'exhorte le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) et ses homologues provinciaux à agir rapidement pour que les maisons de refuge obtiennent le financement de base dont elles ont besoin pour garantir aux femmes des milieux urbain et rural l'accessibilité à un refuge et aux services de conseillers compétents.

● (1415)

Nous voudrions bien que le problème des femmes battues n'existe pas, mais la réalité est toute autre. Par conséquent, tous les paliers de gouvernement doivent réagir rapidement et comme il se doit.